

Déclaration issue de la réunion des 20 et 21 janvier 2007

jeudi 25 janvier 2007, par [CINPRAGCC](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2007).

Cette version, établie le 24 au matin, intègre les mises à jour des diverses parties du texte d'introduction qui a servi de trame pour les débats.

Sommaire

- [I / - Appréciation de la \(...\)](#)
- [II / - Nos perspectives \(...\)](#)
- [III/- Sur la structuration \(...\)](#)

I / - Appréciation de la situation et état des lieux de notre projet stratégique.

Ce premier point de notre ordre du jour vise permettre l'intervention la plus large des représentants des collectifs, autour des considérations suivantes.

La victoire du non au TCE a confirmé que notre peuple refusait majoritairement le libéralisme économique. Nous avons cherché depuis à donner une traduction politique à cette dynamique et aux mobilisations sociales qui l'ont précédée ou suivies. C'est sur cette espérance que s'est construit l'appel originel de notre démarche unitaire, celui du « 10 mai ». Il appelait à, tout à la fois, battre la droite, changer la donne à gauche en inversant le rapport de force avec les socio-libéraux et plus largement à construire un rassemblement durable.

Cette ambition reste valable mais il nous appartient de débattre de son application à partir de la situation politique générale actuelle, caractérisée notamment par la montée en puissance de la bipolarisation Sarko-Ségo (deux variantes du libéralisme économique), et d'un état des lieux de notre rassemblement qui est à la fois marqué par des acquis (nos rencontres de septembre et d'octobre et les deux textes qui en sont issus, 'Ambitions-Stratégies' et le 'document programmatique des 125 propositions') mais aussi par l'échec qui a malheureusement conclu notre recherche d'une candidature unitaire.

Pour dresser cet état des lieux, il convient de revenir sur différentes péripéties qui ont caractérisé la période la plus récente et que l'on peut résumer en 6 points :

- 1) Après celle de la LCR, la décision unilatérale de la direction du PCF de renoncer à la démarche unitaire et consensuelle et de présenter la candidature de MG Buffet, au nom d'une interprétation fallacieuse des débats des collectifs ;
- 2) Les nombreuses réunions des collectifs locaux tenues depuis lors, qui témoignent d'une réelle dynamique ;
- 3) La conférence de presse commune de nos autres candidats potentiels, dont la pertinence a été

approuvée par tous les autres membres du collectif ayant appelé à la présente réunion ;

4) La candidature de Ségolène Royal qui accentue le caractère social-libéral de la campagne du PS, tourne le dos aux exigences populaires et aggrave le divorce entre la colère sociale et l'offre politique. Son orientation sociale-libérale démontre l'impossibilité d'envisager un accord gouvernemental ou parlementaire avec le PS. Sa direction joue sur le réflexe « ne pas recommencer le 21 avril 2002 » et tente de culpabiliser les électeurs anti-libéraux, alors que ce n'est pas la multiplication des candidatures anti-libérales en 2002 qui a causé l'échec de Jospin, mais le bilan de la gauche plurielle.

5) La crise manifeste de tous les appareils politiques (Verts, LCR, PCF), sans même parler des frustrations existantes, chez les socialistes partisans du non.

6) La pétition lancée en vue d'une candidature de José Bové, sur laquelle les membres du collectif national ont des appréciations différentes, mais qui considèrent tous que cette différence ne doit pas entraver la volonté de construire ensemble, un rassemblement durable.

Sur ces questions, sur lesquelles l'information est très largement partagée, les membres du collectif national estiment qu'ils n'ont pas qualité pour développer une analyse propre (différentes contributions circulant largement) et ils considèrent, au contraire, que le plus important est l'échange entre tous les membres des collectifs.

II / - Nos perspectives des prochains mois

Même si nous sommes marqués par le choix de la division imposée par le noyau de direction du PCF et de la LCR qui ont préféré les logiques d'affirmation de partis aux efforts qu'appelaient le combat pour la constitution d'un rassemblement antilibéral, il s'agit toujours pour nous d'installer dans la durée la réalité d'un rassemblement antilibéral.

Nous proposons de ne pas changer d'objectif et de chercher à rassembler toutes les forces, pour les urgences sociales et politiques que nous connaissons. Nous devons le faire en prenant en compte une grande diversité des situations locales. Nous poursuivons, avec lucidité dans un contexte difficile, la construction d'un rassemblement de l'ensemble des forces antilibérales.

Nous devons donc nous soucier de débattre afin de lier des activités différentes.

Ici, reprenons les réflexions des militant-e-s et des collectifs.

Nous devons réaliser partout des espaces publics de débat, et nous devons aussi définir notre implication dans les législatives, avec ou sans une candidature crédible à la présidentielle, et prévoir, dès maintenant, la tenue d'Assises à l'automne, étape de notre construction collective.

- Activités locales de débats publics.

Une partie des collectifs locaux demande une coordination afin de pouvoir intervenir durant les mois qui viennent, avec ou sans candidature à la législative. Cela prendra la forme de l'implication des grands meetings et des initiatives communes au niveau départemental ou régional comme celle de l'animation, locale, d'espaces et de rendez-vous de débat.

A partir des textes adoptés en septembre et en octobre, nous devons défendre nos propositions, intervenir dans les enjeux généraux de la campagne. Cela vaut pour toutes les luttes qui appellent un soutien et des propositions politiques afin de tracer des perspectives. Certains de ces thèmes

devraient être coordonnés. Plus généralement, il nous faut prévoir de tenir ces débats publics, afin de construire, préciser et populariser nos propositions, en lien avec les différents regroupements de militants des organisations du mouvement social.

Présidentielles

La réunion nationale des Collectifs Unitaires Anti-Libéraux décidés à poursuivre jusqu'au bout l'action pour le rassemblement, les 20 et 21 Janvier 2007, considère qu'une candidature de rassemblement de la gauche antilibérale, féministe, écologique et solidaire, pour laquelle les Collectifs oeuvrent depuis mai dernier, est toujours possible. Le succès de l'appel « José Bové peut et doit être le candidat de l'alternative à gauche » le démontre.

La réunion nationale des CUALs propose que José Bové soit ce candidat. José Bové a annoncé qu'il prendra sa décision avant la fin janvier.

Cette candidature aura pour base les textes adoptés par les collectifs

- les 125 propositions (« Ce que nous voulons »)
- javascript:barre_raccourci(",","document.formulaire.texte)le texte « Ambition et stratégie »

La réunion nationale des CUALs réaffirme l'objectif que toutes les forces qui étaient engagées dans la campagne pour le NON de gauche se retrouvent. Elle appelle le PCF et la LCR à renoncer à des candidatures séparées : Marie George Buffet et Olivier Besancenot doivent prendre toute leur place dans une campagne collective.

La réunion nationale des CUALs décide d'organiser immédiatement une série de meetings pour porter notre programme d'alternative au libéralisme et notre exigence d'unité.

Cette bataille sera collective et organisée autour de porte-parole représentant toutes les sensibilités du rassemblement.

Au-delà et durant toute la campagne, chaque collectif et chaque militant décidera de son engagement. Le consensus se construit dans le respect de l'unité et de la diversité.

Une nouvelle réunion nationale se tiendra début mars pour faire le point de l'action engagée, vérifier qu'elle suscite une dynamique populaire et décider des suites à lui donner.

Un collectif de campagne sera créé afin de prendre en charge les tâches de la campagne présidentielle en lien avec la coordination nationale issue de la réunion des 20 et 21 janvier.

Législatives

Pour les législatives, il faut nous en saisir, immédiatement, avec une grande énergie. Notre discussion au sujet de la présidentielle ne nous a pas permis de prendre suffisamment conscience, collectivement, des enjeux, des difficultés et des activités qu'elles représentent.

Tous les collectifs doivent donc en discuter, participer rapidement à leur prise en charge.

La campagne pour les législatives est de fait aujourd'hui en partie autonome des choix différents fait ou qui seront faits à la présidentielle.

Enjeux

À la charnière entre élections nationales et élections locales (qui suivront l'année prochaine) :

municipales et cantonales.

Avec ou sans lien étroit à une campagne présidentielle, des candidatures aux législatives, nombreuses et fédérées, sont décisives pour construire la perspective de l'unité de toutes les forces antilibérales.

Une présence significative aux législatives crée les conditions d'une continuité de notre construction politique et de son effet dans le champ politique.

Test pour une implantation de nos propositions, autour de militant-e-s choisi-e-s par les collectifs locaux.

Nécessité du rapport de force

Nous allons, dans la plupart des départements, proposer notre démarche alors que le PCF aura déjà choisi ses candidats.

Cela ne doit pas nous arrêter.

Nous proposons de chercher à avoir le maximum de candidats que nous puissions présenter ou soutenir dans le cadre de notre démarche de rassemblement unitaire antilibéral et porteur de ce label.

Nous voulons que, dans la majorité des cas, cela soit des candidats choisis par les collectifs. Dans d'autres cas, il pourra s'agir de candidats déjà désignés par leurs organisations.

Pour cela, nous proposons que les collectifs s'engagent dès maintenant au niveau local dans des discussions avec les sections de la LCR, du PCF et avec les groupes de militants antilibéraux existants sur leurs territoires.

Dans le même temps, nous proposons que les coordinations départementales opèrent la même démarche pour s'assurer du respect de la diversité politique des candidats, de la parité et de la diversité des origines.

Soit un accord est possible et les candidats seront labellisés.

Soit un accord est impossible et cela fera partie de la discussion d'un accord de répartition au niveau national avec la LCR et le PCF

Au niveau national, nous proposons de prendre contact immédiatement avec les directions de ces organisations pour leur proposer cette démarche.

En tout état de cause, nous estimons que la présence d'un maximum de candidats issus des collectifs est indispensable.

Dès ce week-end, un travail de commission doit permettre de faire un premier recensement des possibilités de présentation dans les départements.

Nous devons avoir un label commun, du matériel adapté, à partir des 125 propositions. Un travail de préparation spécifique sera donc à assurer, tant nationalement que régionalement.

Nous devons viser à une organisation de cette campagne législatives la plus présente possible nationalement et nous devrions, par exemple discuter de la possibilité d'aider par une conduite coordonnée de nombreuses tâches (publications, communiqués de presse, initiatives coordonnées...).

Voilà les éléments de construction d'un rapport de force pour les législatives que nous proposons au débat.

Assises en préparation pour l'automne.

Dès maintenant, la perspective d'un nouvel espace politique doit être mûrie. Sans doute les débats à ce sujet ont-ils même commencé. Mais ils peuvent prendre du temps : références idéologiques, bilans des formes parti, notion de confédération et d'autonomie des courants, souci d'une construction qui soit démocratique, avec le temps de discussion nécessaire pour rassembler autour de principes et de méthodes communs. Sont au cœur de ces débats toutes les questions liées à la façon d'envisager une force politique nouvelle, changeant les rapports entre la mobilisation populaire et la politique au sens institutionnel. Ce serait aller trop vite que de vouloir se constituer maintenant en association structurée, voire une telle organisation, qui mérite d'être discutée amplement.

Sauf brusque accélération, les discussions au sujet d'une nouvelle forme d'organisation, avec tous ses enjeux, prendront du temps ; et il est donc très souhaitable que des questions, des thèmes de discussions soient choisis et animés au cours des prochains mois. Les Assises doivent être un relai dans la stabilisation de notre cadre d'activité tout en marquant une avancée dans les discussions liées aux perspectives d'organisation politique nouvelle.

III/- Sur la structuration et le fonctionnement : définir des règles provisoires.

Deux exigences :

- S'adapter à la nouvelle situation : malgré l'échec du projet d'une candidature rassemblant l'ensemble de l'arc de forces du 29 mai, les collectifs continuent à exister, à faire vivre les acquis communs et à intervenir
- Ne pas brûler les étapes et anticiper par rapport aux changements à venir, avec leurs inconnues : candidature ou non à la présidentielle, type d'affirmation lors des législatives, approfondissement des contradictions politiques au sein des diverses composantes au lendemain des échéances électorales dans un contexte politique radicalement changé...

Organiser des règles communes provisoires jusqu'à la prochaine réunion nationale des collectifs.

Les mesures organisationnelles à prendre doivent être conçues comme provisoires, pour affronter les quelques mois à venir :

1- Il convient de mettre sur pied des coordinations départementales des collectifs pour structurer le réseau souple de collectifs qui est la réalité de notre mouvement, il ne s'agit en aucun cas de structures décisionnelles mais de simples structures de coordination entre les différents collectifs d'un département.

2- Constituer une coordination nationale provisoire fonctionnant au consensus et constituée majoritairement de représentants des collectifs locaux, de représentants de sensibilité politiques, et de personnalités. La composition globale de cette coordination devra tendre au respect de la parité homme/femme.

- *Les collectifs locaux seront représentés à la hauteur de 30 membres.* Ces représentants seront désignés par les coordinations départementales en prenant soin de couvrir au maximum le territoire.

Dans cette répartition, il est proposé pour tenir compte de la taille de certaines régions ainsi l'Ile-de-France déléguera 4 représentants issues de ces différentes coordinations départementales, sur le même principe la région PACA en déléguera 2, la région Midi-Pyrénées 2, la région Rhône-Alpes 2, la région Languedoc-Roussillon 2, la Bretagne 2.

Les 16 autres coordinations départementales représentées seront issues des 16 autres régions métropolitaines.

La possibilité est offerte aux DOM qui ne peuvent être représentés de mandater un représentant.

Les frais de transport des représentants des coordinations départementales pour se rendre à la réunion de la coordination nationale sont pris en charges par les coordinations départementales.

Il est précisé que la référence aux régions est faite uniquement dans le but de simplifier la répartition géographique, en aucun cas il ne s'agit de créer un échelon supplémentaire dans notre structuration.

- *Les sensibilités politiques membres de la coordination nationale sont les suivantes* : Communistes unitaires, LCR unitaire, Verts unitaires, Mars, Gauche républicaine, Alternatifs, CCAG, Objecteurs de croissance, elles sont chacune représentée par 2 membres à la coordination nationale soit un total de 16 membres. Zone d'écologie populaire (ZEP) dispose d'un statut d'invité.

- *Les personnalités membres de la coordination nationale sont les suivantes* : Dominique Taddéi, Claude Debons, Yves Salesse, Clémentine Autain, Raoul-Marc Jennar, Monique Dental, Patrick Braouezec, Hamida Ben Sadia, Claire Villiers, France Coumian, Jean-Luc Gonneau, Patrick Silberstein, Etienne Chouard et José Bové soit un total de 14 membres.

3- Il est apparu dans la commission qu'il fallait encore approfondir la réflexion sur un certains nombres de thèmes. Pour pouvoir faire des propositions, à la prochaine réunion nationale des collectifs, est mise en place **une commission de travail sur internet** ouverte à ceux et celles qui souhaitent s'investir dans cette activité. Une première liste a été constituée, elle est appelée à s'élargir. Un espace Wiki permettra de travailler sur les documents. Dans les prochains jours des informations seront données aux collectifs à ce sujet.

Dans le plan de travail de cette commission figurera :

- La question de la structuration nationale de notre mouvement.

Les collectifs sont libres de se constituer ou non en association locale. En ce qui concerne la structuration en association au niveau national, il apparaît que l'éventualité d'une telle structuration demande encore à être discutée, en lien avec notre projet d'assises en septembre. La commission de travail est mandatée pour faire un rapport sur cette question pour la prochaine réunion nationale des collectifs. Cette réflexion s'appuiera sur les travaux déjà engagés et sur les expériences existantes aussi bien en France qu'au niveau international.

- Concernant le nom de notre rassemblement.

Sur ce thème, la discussion doit encore être approfondie et tous les collectifs doivent s'en saisir. La commission de travail fera des suggestions de nom étant entendu que de toute manière celui-ci devra être complété par la mention « Collectifs unitaires antilibéraux ». Ces propositions seront soumises au débat de la prochaine réunion nationale des collectifs.

- La coordination nationale est mandatée pour étudier les modalités de mise en place d'une

association de rattachement pour les élections législatives.

- Dispositions diverses

En fonction de l'état d'avancée de ses travaux la commission de travail proposera à la coordination nationale de mettre en place :

- Une liste de diffusion transversale avec modérateur permettant aux coordinations départementales de communiquer directement entre-elles.
- Un fonctionnement en réseau en s'appuyant sur les nouvelles technologies (vidéo-conférence/ utilisation d'Internet)

Le collectif National chargé de l'organisation de la réunion de Montreuil assure l'intérim jusqu'à la première réunion de la coordination nationale le samedi 3 février 2007.